

Chapitre 9

Déséquilibres sociaux et organisation spatiale

À l'aube du XXI^e siècle, dans la classification des pays du monde selon le revenu brut national *per capita* en parité de pouvoir d'achat, la Thaïlande (avec plus de 6000 \$ US) se situe dans le groupe des pays à revenu intermédiaire (planche 4). Loin derrière Singapour (près de 23000 \$) et Brunei, après la Malaysia (près de 8000 \$), elle est loin devant les autres pays de l'ASEAN. Toujours selon la Banque mondiale, la Thaïlande est au même niveau que la Malaysia avec 2% de la population en dessous du seuil de pauvreté internationale, ce qui témoigne des effets bénéfiques de la croissance économique et de certaines politiques conduites dans le pays. Le niveau d'inégalité des revenus y est, par contre, supérieur à celui de nombre de pays du Sud-Est asiatique et il paraît élevé dans le classement mondial. Selon les estimations nationales, à peine 4% du revenu national reviennent aux 20% des ménages les plus pauvres contre 60% pour les 20% les plus riches.

L'amélioration des revenus a été soutenue à partir du milieu des années 1980 : avec une croissance annuelle de l'ordre de 15%, le revenu *per capita* pour l'ensemble du royaume a presque triplé entre 1987 et 1996. La hausse s'est diffusée avec de fortes inégalités que la cartographie provinciale des revenus permet d'appréhender dans une dimension spatiale, toutefois partielle dans la mesure où les espaces intraprovinciaux (municipalités, districts sanitaires, villages) ne peuvent être différenciés (**planche 66, Indicateurs de revenus**

et de consommation). Ont été représentés les revenus des ménages (monétaires et en nature) déterminés par le Bureau national de la statistique (NSO) à partir d'enquêtes socio-économiques auprès d'un échantillon de la population. Cet indicateur apparaît plus approprié, pour traduire le niveau des ressources des ménages ou des individus, que le produit provincial brut *per capita* qui est un indicateur résumant les résultats économiques en donnant la valeur ajoutée de la production. Parmi les indicateurs de niveaux de consommation, la consommation électrique résidentielle est intéressante dans la mesure où la couverture urbaine et rurale du pays par l'électrification est bonne.

Malgré les effets différentiels dans l'espace et dans la société de l'augmentation des revenus, l'incidence de la pauvreté a diminué, quel que soit le seuil de pauvreté de référence. Les premiers seuils de pauvreté ont été définis en 1974, quand le gouvernement thaïlandais a voulu utiliser un niveau de revenu minimal pour déterminer le salaire minimum légal et évaluer l'importance de la pauvreté dans le pays. Les seuils définis par la Banque mondiale furent largement utilisés à partir de 1976, puis révisés en 1994 par le NSO pour tenir compte des changements dans l'indice des prix à la consommation, la structure de la population, les besoins nutritionnels et les modes de consommation. Les nouveaux seuils retenus révèlent une incidence de la pauvreté supérieure, sans contredire la tendance à la baisse : pour l'ensemble du royaume, la

Photo Doryane Kermel-Torrès



Vidange d'un étang (bo) à la veille des premières pluies (province de Ubon Ratchathani)

Profitant des derniers jours de répit avant les labours et les semailles, une famille s'est réunie pour déguster en plein air du poisson pêché dans leur étang artificiel. Développement des voies de communication et des médias, émigration, échanges commerciaux et relèvement de l'instruction ont modifié la connaissance qu'ont les ruraux du monde extérieur, citadin en particulier.

Photo Alain Vergès



Séance de photo à l'occasion de la remise de diplômes (Bangkok)

Dans un système très élitiste, l'obtention d'un diplôme supérieur est considérée comme un signe d'ascension sociale. L'éducation jouit d'un grand prestige au sein d'une société qui valorise surtout les hommes d'affaires enrichis. Les familles les plus aisées envoient leurs enfants à l'étranger: ainsi nombre d'entrepreneurs sino-thaïs sont diplômés en « management » aux États-Unis.

Atlas de Thaïlande

proportion de la population sous le seuil de pauvreté est passée de 29,9% en 1988 (pour 23,7% d'après l'ancien seuil) à 14,3% en 1994 (pour 9,6%). Les estimations des revenus et de la pauvreté butent encore sur certains obstacles : définition inadéquate de l'« urbain », surenregistrement de la population dans les zones rurales, sous-déclaration des mandats reçus des émigrés, difficile appréhension de la situation des migrants dans la Région métropolitaine de Bangkok. L'objectif de réduire les inégalités est régulièrement réitéré dans la planification, mais peu de politiques de redistribution ont été mises en œuvre. Alors que la pauvreté est perçue par les autorités publiques comme essentiellement rurale, la réduction des inégalités régionales est préconisée en termes de développement industriel urbain et de stimulation de la croissance provinciale, outre la mise en place d'infrastructures de base (chapitre 3).

L'ampleur du coût social de la crise de 1997 est difficile à évaluer. Une étude réalisée par l'Institut thaïlandais de recherche sur le développement (TDRI) entre la mi-1997 et 1999 identifiait, au titre des raisons principales, l'insuffisance et la qualité des observations de nature sociale avant son occurrence (permettant la comparaison avant et après la crise), et le délai entre le bouleversement économique et ses effets qui se feraient sentir à plus long terme. Les indicateurs agrégés de pauvreté ou de niveau de revenu ne révèlent pas de changement notable entre 1996 et 1998 (respectivement 14% et 14,3% de la population sous le seuil de pauvreté) mais les répercussions du sous-emploi et du chômage sont fortement différenciées entre les groupes socioprofessionnels et les espaces. L'incidence de la pauvreté touchant la population rurale donne un taux de 18% ; elle a augmenté dans toutes les régions (Bangkok compris) à l'exception du Nord : le Nord-Est vient toujours en tête (24% de sa population en dessous du seuil) suivi du Sud (18%). La modernisation économique ne s'était pas accompagnée de la mise en place généralisée de mécanismes de solidarité

sociale. Au lendemain de la crise, quelques mesures d'urgence (santé, éducation, création d'emplois) ont été prises, avec l'aide notamment de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement, pour amortir ses effets sociaux et ceux des coupes budgétaires de 1998 et 1999 pour la santé publique, les services sociaux, l'éducation. Face au recul social de certains groupes, des programmes populistes ont été plus récemment lancés : moratoire pour les dettes de certains agriculteurs, couverture médicale universelle, fonds villageois.

Parmi les effets immédiats de la crise notés par l'étude du TDRI, figurent les sorties de jeunes du système scolaire, phénomène visible de détresse sociale mais qui ne peut dissimuler les lacunes endémiques de l'éducation publique. Si l'alphabétisation de la population est un succès (le meilleur taux du Sud-Est asiatique), le système éducatif se caractérise par une chute de la scolarisation après le primaire (correspondant aux 6 années de scolarité obligatoire jusqu'en 1999) et un arrêt des études au premier niveau du secondaire, faisant de la Thaïlande le pays à la traîne du Sud-Est asiatique pour le taux de scolarisation dans le secondaire. Sur cette caractéristique générale, se greffent de fortes différenciations spatiales (**planche 67, L'éducation dans le primaire et le secondaire**). Confrontée elle aussi à des déséquilibres spatiaux, qu'explique en partie la localisation des établissements d'enseignement et des employeurs, l'éducation supérieure (universitaire et formation professionnelle) n'a pas su s'adapter aux mutations rapides de la société et de l'économie, notamment en ne répondant pas à la demande en formations spécialisées (**planche 68, L'éducation dans le supérieur**). Cette question est un des enjeux majeurs de la réforme de l'éducation engagée dans le cadre du 8^e Plan (1997-2001). La loi sur l'éducation votée en 1999 et celle sur la formation professionnelle devraient donner de nouvelles bases à l'enseignement professionnel et à la formation continue en insistant sur la liaison avec les

entreprises. Dans le même temps, la scolarité obligatoire a été étendue à 9 années et l'âge minimum légal pour le travail est passé de 13 à 15 ans. La comparaison de deux groupes d'âge permet de mieux cerner l'évolution de la scolarisation dans le secondaire et l'enseignement supérieur. La définition du groupe le plus jeune a concilié les âges normalement appropriés aux niveaux d'étude et les tranches d'âge renseignées dans les résultats du recensement de 1990 ; le groupe des 35-44 ans correspond à des individus encore actifs.

La traduction spatiale des changements importants et rapides que la Thaïlande a connus ces trois dernières décennies s'est inscrite dans un territoire marqué par une longue histoire. La permanence de l'inégalité, que ce soit des activités économiques, des infrastructures, des services sociaux, ou encore des revenus individuels ou des valeurs ajoutées, a façonné un pays dans lequel Bangkok apparaissait déjà au milieu du XIX^e siècle comme le point de concentration des activités et des richesses. La pérennité et la démesure de sa prééminence, le contraste avec les régions périphériques ont suscité des images qui, si elles ne sont pas sans fondement, n'en apparaissent pas moins exagérées dans ce qu'elles dissimulent de dynamiques à l'œuvre et de recompositions en cours. De nouvelles régions ont

émergé ; la structuration du territoire en trois grandes régions périphériques est reconduite, mais l'hétérogénéité de leurs dynamiques et de leurs configurations internes atteste d'une diffusion du changement et de la croissance, certes spatialement irrégulière. La primauté d'une région centrale est confirmée avec toutefois une dilatation de ses contours et l'émergence de pôles et de corridors de développement dans les régions périphériques ; l'inégalité du réseau urbain reste flagrante malgré l'expansion de municipalités le long d'axes de communication. La diversification et l'intensification agricoles ont conduit à des spécialisations inter et intra-régionales qui font se côtoyer des poches de prospérité et des espaces à la traîne, mais où le destin des ruraux n'est plus inexorablement et exclusivement lié à l'agriculture. Inégal dans l'espace, comme dans la société, le développement l'est toujours en Thaïlande mais l'inégalité est devenue plus complexe. C'est à sa lecture que se livrent, à partir des analyses cartographiques de l'atlas, les deux dernières planches. La première (**planche 69, L'organisation spatiale**) s'appuie sur une interprétation cartographique alors que la seconde (**planche 70, Le modèle spatial**) offre une synthèse suggestive. Les expressions graphiques différentes se répondent et se complètent.

66. Indicateurs de revenus et de consommation

En Thaïlande, la croissance soutenue des revenus (près de 10 % par an pour les années 1990) est une réalité depuis la seconde moitié des années 1980. Largement stimulée par le boom économique de 1987 à 1996, elle a rebondi après la crise de 1997. Si la population urbaine a été la première à bénéficier de cette progression générale des revenus, celle des campagnes a été touchée par effet de percolation, en fin de cycle notamment. Le recul de la pauvreté rurale s'explique aussi par le relèvement des prix agricoles (remontée des cours mondiaux, suppression de la taxe intérieure sur la production de riz), la maîtrise des tensions inflationnistes, et par les effets des politiques d'investissement et d'industrialisation en périphérie créant des possibilités d'emploi non agricole.

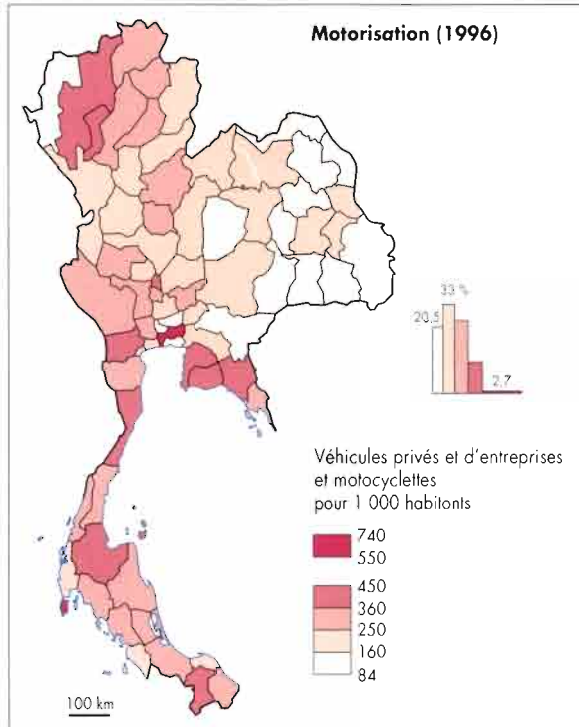
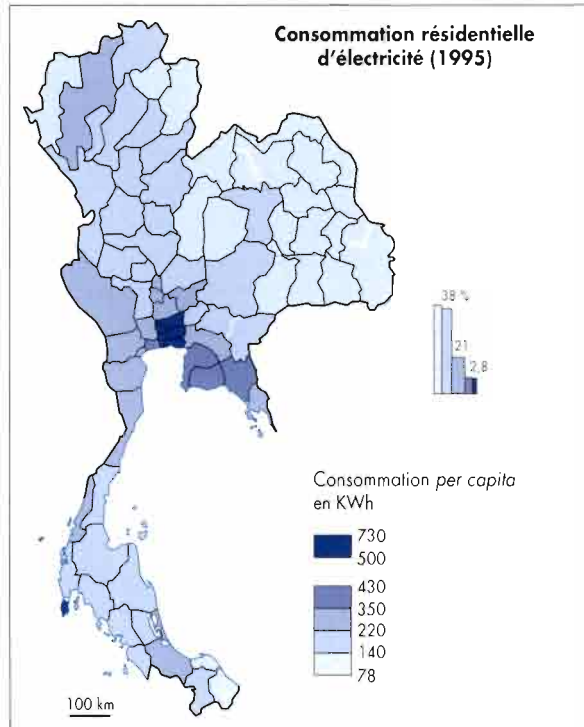
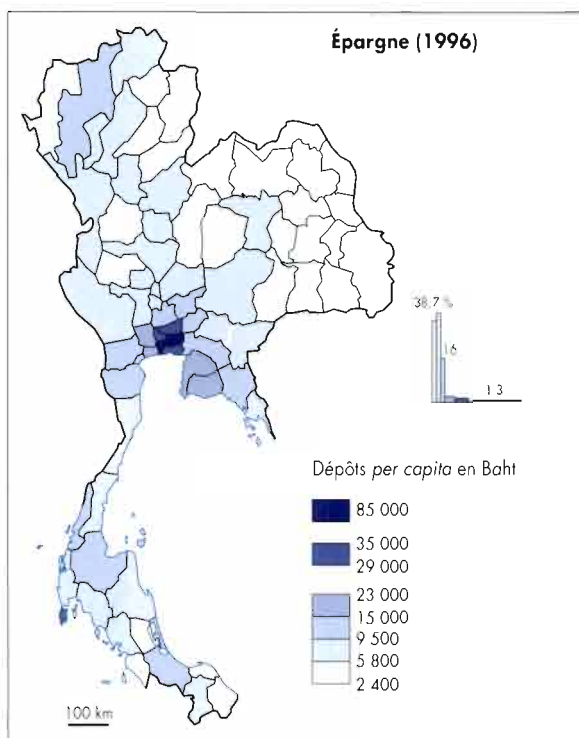
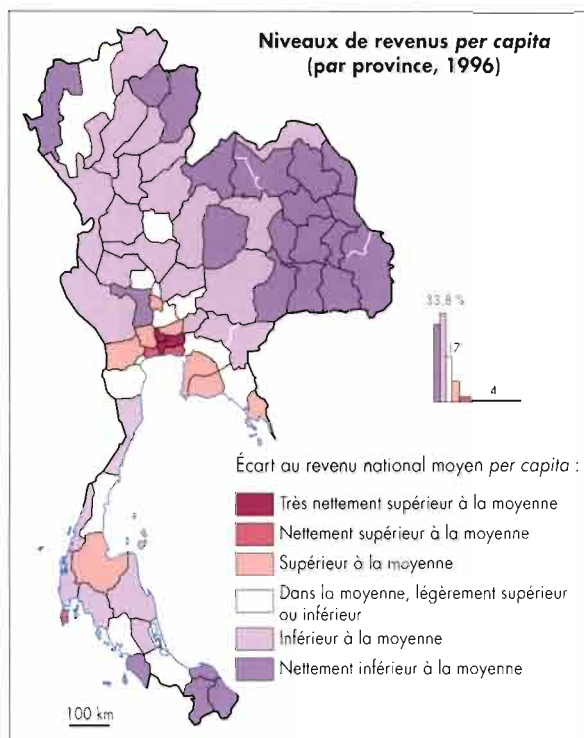
Les moyennes nationales masquent de grandes disparités entre les régions et entre les villes et les campagnes. En 1996, si le revenu mensuel moyen *per capita* est d'environ 2 900 Baht, il est de 6 900 pour l'Aire du Grand Bangkok (GBA) (planche 58), de 3 000 pour le Centre, autour de 2 500 pour le Nord et le Sud, de 1 850 pour le Nord-Est. Il varie, dans les villes, de 4 700 dans le Sud à 5 400 dans le Nord et, dans les villages, de 2 600 dans le Centre à 1 600 dans le Nord-Est. Dans les années 1990, les régions périphériques ont eu un taux de croissance annuelle des revenus supérieur au taux national : de 10 à 11 % contre 9 %.

Même si elles ne rendent pas compte des écarts intra-provinciaux, les cartes contribuent à préciser les disparités. Celle des niveaux de revenus *per capita* souligne bien les écarts au revenu moyen national. Pour les revenus supérieurs à la moyenne, on trouve une grande partie de la Région métropolitaine de Bangkok (les deux niveaux supérieurs), puis la couronne périmétropolitaine, dont l'Eastern Seaboard ; agrégées à cet ensemble, de rares provinces comme Phuket, Surat Thani et Trat (effet tourisme notamment). Pour les revenus les plus bas, on a la quasi-totalité des régions périphériques, notamment l'ensemble du Nord-Est que les populations rurales nombreuses tirent totalement dans les deux niveaux inférieurs, de même que les marges frontalières du Nord et du Sud. Dans ces deux

dernières régions, des dynamiques économiques plus diversifiées et le poids des capitales régionales (Chiang Mai, Songkhla) hissent certaines provinces à un niveau de revenus autour de la moyenne. La carte de l'épargne corrobore la précédente en l'accusant : 9 provinces relèvent des trois plus hauts niveaux et 27 du niveau le plus bas, contre 13 et 22 respectivement. Le Grand Bangkok, avec Phuket, se détache toujours, ainsi que sa couronne, dans les deux niveaux supérieurs ; les deux niveaux inférieurs (52 provinces) traduisent la faible capacité d'épargne des ménages à revenus moyens et bas.

Pour la consommation domestique d'électricité, le Grand Bangkok et Phuket, l'Eastern Seaboard ensuite, restent logiquement en tête dans les deux premiers niveaux. Le niveau intermédiaire regroupe 15 provinces où l'importance relative de la consommation peut s'expliquer par les ateliers, les commerces et les services familiaux (Chiang Mai, Songkhla, région centrale autour de Bangkok). La faible consommation des deux derniers niveaux caractérise le reste du pays ; elle est particulièrement basse dans le Nord-Est et certaines provinces des marges frontalières au Nord et au Sud.

La carte de la densité de motorisation apporte des nuances intéressantes au tableau général précédent. Si Phuket et Bangkok sont toujours en tête avec le niveau le plus élevé, les autres provinces du Grand Bangkok et de la première couronne périphérique s'inscrivent dans les deux niveaux les plus bas, inférieurs à ceux de l'Eastern Seaboard et du reste de la région centrale ; ce paradoxe apparent tient à la place prépondérante de la moto dans la formation de l'indice (la carte de la densité de voitures particulières est différente). La densité dans le reste du pays est particulièrement contrastée avec une large répartition des provinces dans tous les niveaux sauf le plus élevé (32 provinces dans les niveaux intermédiaires). L'usage répandu des motos et des camionnettes utilitaires qui est l'un des effets de la modernisation atteste ainsi de l'amélioration des niveaux de consommation dans les petites villes et dans certaines zones rurales aux activités diversifiées et dynamiques.



Sources : NSO, 1995, 1996a, 1996b, 1996c, 1997a, 2000

© IRD/MGM-Libergéo, 2005

67. L'éducation dans le primaire et le secondaire

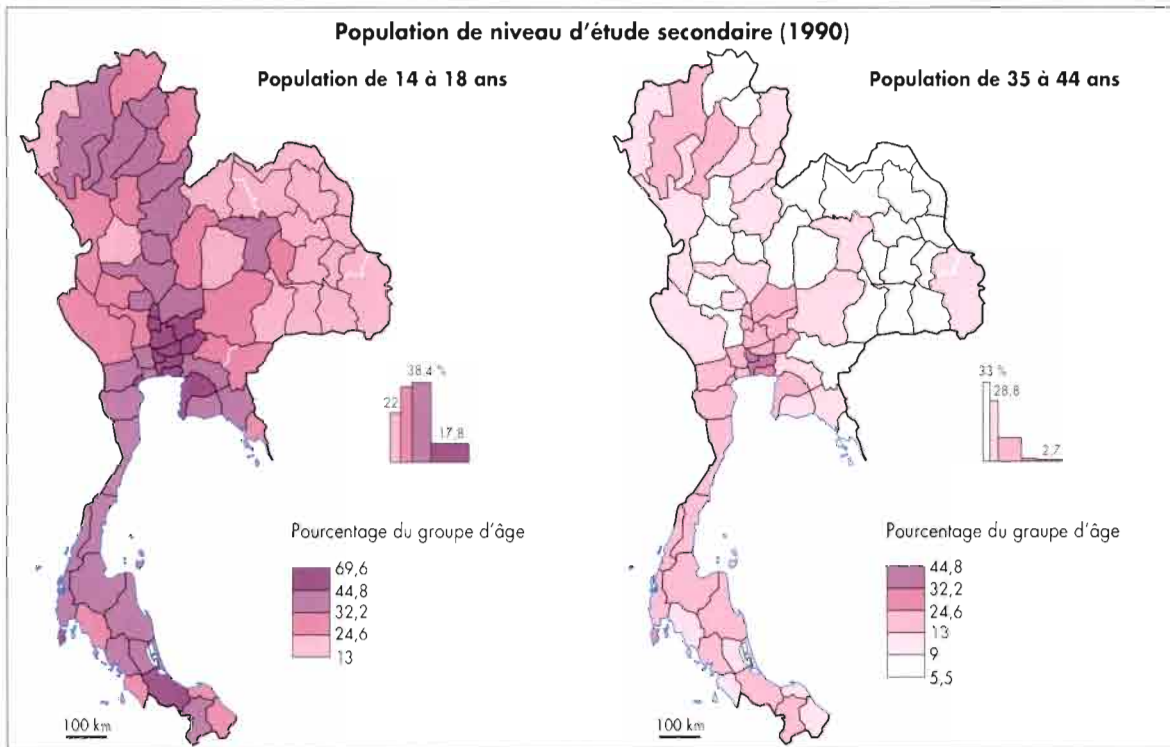
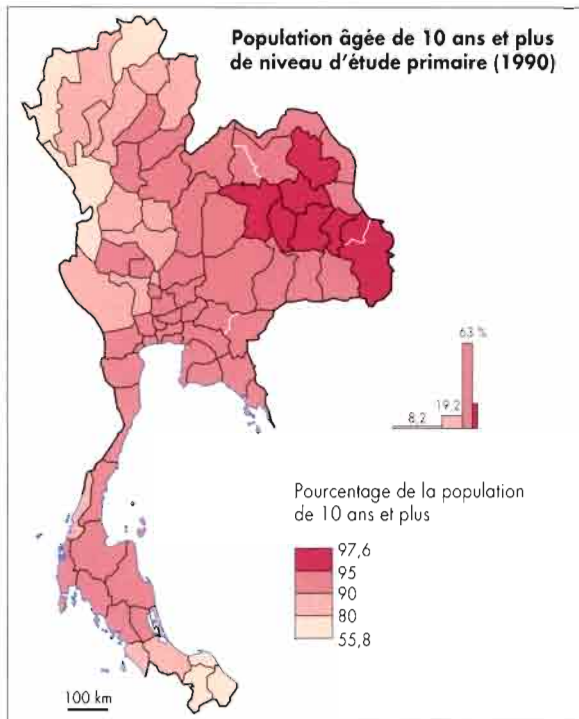
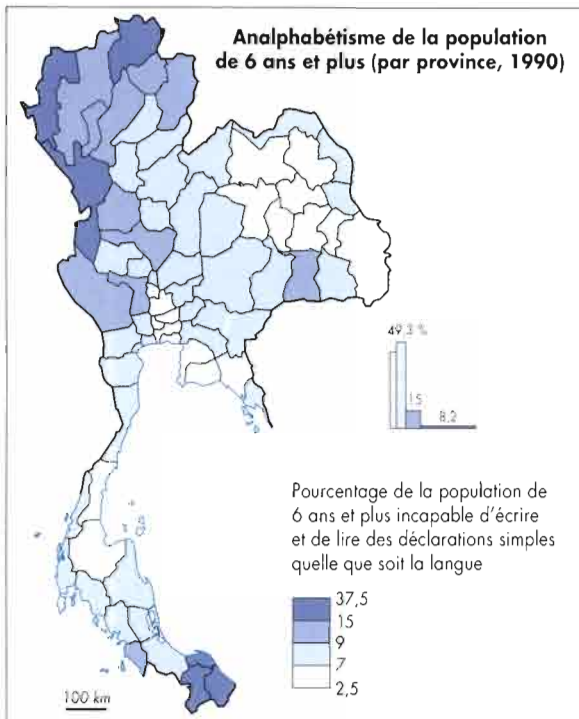
Le taux d'analphabétisme en 1990, 6,9% pour l'ensemble de la population, est le résultat d'un système solide de scolarisation obligatoire (dès 1960 le taux de scolarisation primaire dépasse 80%) et d'une politique efficace d'alphabetisation, dont les programmes d'éducation non-conventionnelle des adultes des minorités ethniques et des groupes défavorisés. La proportion d'adultes ayant accompli les quatre premières années du primaire atteint 94,2% en 1995. Il reste cependant 2,5 millions d'adultes analphabètes dont 70% de femmes. Malgré des programmes spécifiques (tel le rôle éducatif conféré à la Police des frontières), les provinces montagneuses à la frontière du Myanmar (Chiang Rai, Mae Hong Son, Tak) et celles à majorité musulmane voisines de la Malaisie (Pattani, Yala, Narathiwat) présentent des taux d'analphabétisme très supérieurs à ceux du reste du pays.

La scolarisation au niveau primaire est un acquis certain, en nombre et au plan territorial. Selon le Bureau national de la statistique (NSO), le niveau d'étude primaire était atteint en 1990 par 90,8% de la population de 10 ans et plus. La répartition en deux groupes d'âge témoigne que le phénomène n'était pas récent: 96,1% pour les 18-29 ans, 93,2% pour les 35-44 ans. Au moins 90% des habitants des trois-quarts des provinces sont allés à l'école. Seuls, l'extrême Sud du pays et les zones montagneuses du Nord présentent un retard qui culmine dans la province de Mae Hong Son avec près de 50% de personnes non scolarisées. On retrouve les régions les moins intégrées à l'espace socio-économique thaïlandais et, en premier lieu, les provinces du Nord avec leurs ethnies montagnardes et leurs nombreux réfugiés. La situation remarquable du Nord-Est, aux taux de scolarisation primaire les plus élevés du pays (jusqu'à 97,6% de la population à Yasothon), est à mettre en relation avec les programmes de développement des années 1960 et 1970 visant à contrer les mouvements insurrectionnels « communistes », la maîtrise et l'usage du thaï faisant partie intégrante de cette politique.

L'effondrement de la scolarisation après le primaire demeure un problème majeur. En 1990, seuls 21,8% de la

population de 14 ans et plus a un niveau d'étude secondaire. Bien que la proportion des 18-29 ans (31,9%) soit le double de celle des 35-44 ans, les progrès sont modestes. Les années 1980 n'ont pas vu de progression significative de la scolarisation secondaire et ce n'est qu'à partir de 1992 que l'on assiste à un rattrapage: stabilité du taux entre 29 et 30% de 1980 à 1990, puis passage à 57% en 1996 (taux de scolarisation, planche 68). Pour les 35-44 ans, Bangkok et Nonthaburi se distinguent du reste du pays où la population qui possède un niveau d'étude secondaire se concentre dans les pôles urbains régionaux (Chiang Mai, Songkhla-Hat Yai et Phuket et dans une moindre mesure, Khon Kaen et Nakhon Ratchasima). Le Sud se détache avec des taux supérieurs à la moyenne ne se cantonnant pas aux provinces les plus urbanisées. Le retard du Nord-Est est très sensible: alors qu'au moins 90% de la population a été à l'école primaire, moins de 15% atteint un niveau d'étude secondaire.

L'accès au secondaire des jeunes de 14 à 18 ans a progressé dans tout le pays. Cependant les différences régionales restent fortes. La position dominante de Bangkok se renforce et s'étend à une partie du Centre. Dans le Nord, le pôle de Chiang Mai-Lampang s'affirme tandis que le retard du Nord-Est paraît de plus en plus flagrant. Les écarts entre provinces, selon le degré d'urbanisation, sont très sensibles. Pour les jeunes ruraux, le coût de la scolarité demeure un facteur majeur limitant le passage au secondaire. L'accent mis par l'État sur l'enseignement primaire dès les années 1950 puis sur l'enseignement supérieur entre 1970 et 1980 a fait du secondaire le parent pauvre du système éducatif. Cette situation qui limite le nombre de personnes à même d'acquérir une qualification professionnelle pèse ainsi lourdement sur les capacités de modernisation du pays. La demande de réformes profondes du système éducatif se fait de plus en plus jour. L'inscription dans la Constitution de 1997 du droit pour tous à un « minimum de 12 années de scolarité de qualité » exprime la prise de conscience de la nécessité d'une scolarité de base plus large et universelle.



Source : NSO, 1990

© IRD/MGM-Libergéo, 2005

68. L'éducation dans le supérieur

En 1996, 855 000 étudiants étaient inscrits dans les universités supervisées par le ministère des Affaires universitaires, dont 20 % dans le privé. En incluant tous les établissements, dont les instituts de formation professionnelle dépendant du ministère de l'Éducation, le supérieur compte 1 330 000 élèves dont 24 % dans le privé. L'élargissement de l'accès à l'enseignement supérieur est récent: 1 284 étudiants pour 100 000 habitants en 1980, 2 009 en 1985 et 2 096 en 1995. Entre 1970 et 1985, le taux de scolarisation universitaire est passé de 2 % à 19 %. Ce fort accroissement a été concomitant de la création en 1971 et en 1978 de deux « universités ouvertes », sans examen d'entrée ni *numerus clausus*: en 1996, ces universités totalisent 477 000 étudiants soit 70 % des effectifs du public. Cependant, la tradition élitiste de l'université, caractérisée par une sélection forte et un nombre limité d'entrants dans les universités traditionnelles, reste très présente. La forte progression du taux de scolarisation dans le supérieur ne s'est pas maintenue dans les années 1990.

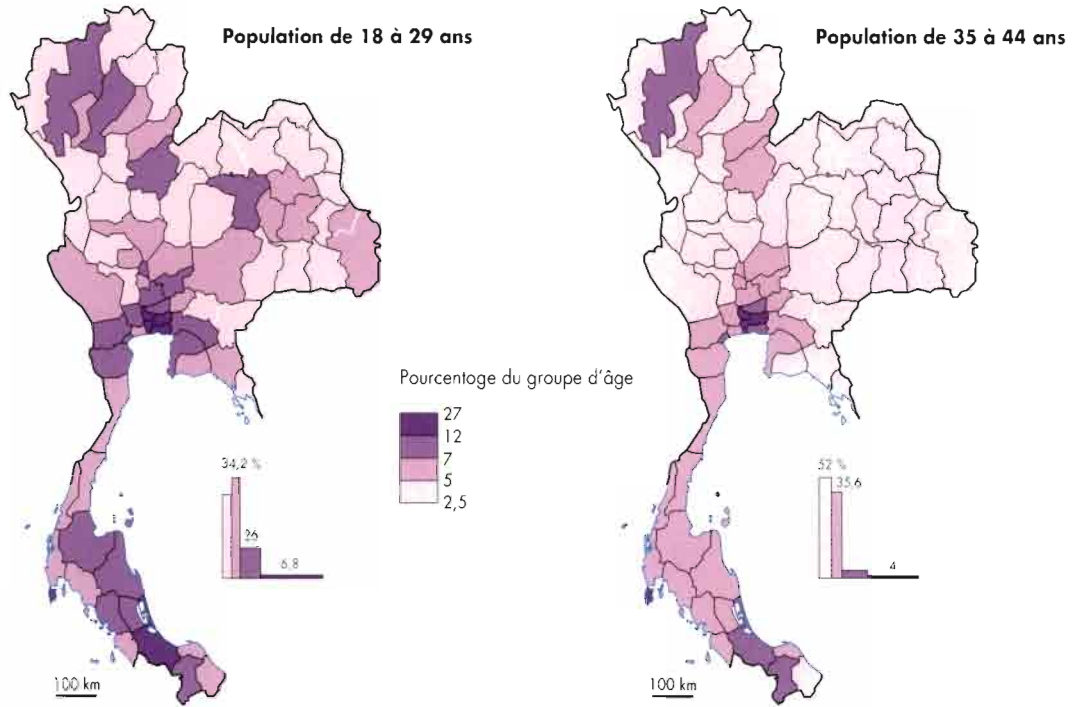
Les différences régionales confirment les inégalités relevées pour le secondaire. La position dominante de Bangkok s'accroît et touche toutes les provinces de la région métropolitaine: 27 % des 18-29 ans ont à Bangkok un niveau d'étude supérieur contre 7 à 12 % pour les provinces avec d'importantes villes régionales et moins de 5 % dans la plupart des provinces rurales du Nord et du Nord-Est. Les pôles urbains et universitaires régionaux, en premier lieu Songkhla-Hat Yai et Phuket, puis Chiang Mai et Phitsanulok s'affirment. Dans le Nord-Est, Khon Kaen se distingue dans une région où les diplômés du supérieur sont rares. C'est un effet de la décentralisation universitaire des années 1960 et, de façon moins marquée, de la dynamique ultérieure de création d'universités provinciales et de dissémination de campus depuis les principales universités (planche 27). La comparaison des deux cartes montre la tendance à l'amélioration: alors que les deux niveaux les plus bas de la population ayant suivi une éducation dans le supérieur concernent 65 provinces pour les 35-44 ans, ils portent sur 49 provinces pour les 18-29 ans. Toutes les

provinces restées dans le niveau le plus faible ont vu leur ratio s'améliorer.

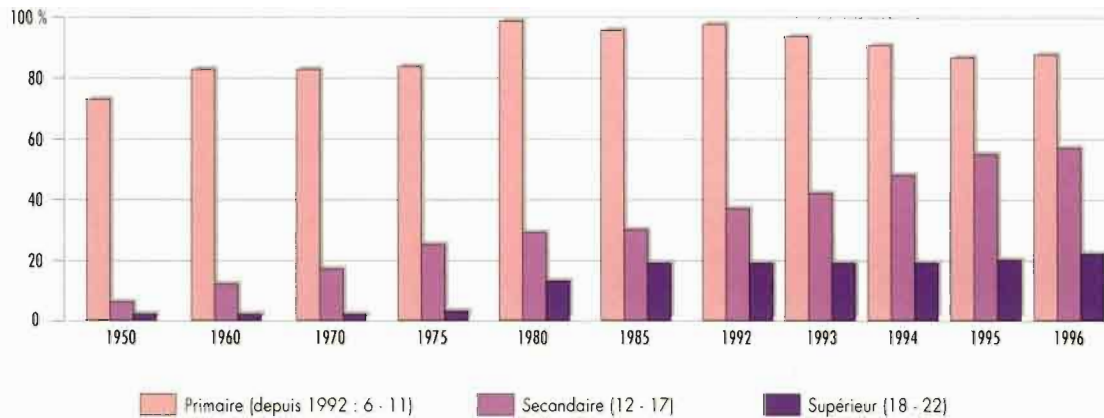
L'élargissement de l'accès au supérieur ne s'est pas accompagné d'un développement suffisant des filières les mieux adaptées aux besoins du marché du travail. La qualité de l'enseignement technique reste très inégale et les diplômés en sciences et en technologie sont trop peu nombreux. Si le nombre d'ingénieurs diplômés a doublé en 10 ans (7 700 en 1996), il est insuffisant au vu des besoins. Le développement de l'enseignement secondaire n'a pas assez bénéficié aux qualifications professionnelles intermédiaires en raison du manque de cursus adaptés et de la préférence des étudiants pour les études universitaires. L'industrie souffre particulièrement d'un fort déficit en techniciens: en 1999, seuls 12 % des salariés ont une formation de niveau bac ou technicien. Les débats actuels portent sur l'évolution des méthodes d'enseignement, encore trop fondées sur l'apprentissage « par cœur », et sur la réforme du mode des examens d'entrée à l'université. Ce souci de changement pose en amont la question de l'amélioration de la formation, du statut et de la rémunération des enseignants, et se heurte à des contraintes budgétaires fortes. En réponse, l'État envisage une autonomie accrue des universités et encourage le secteur privé à investir dans le secteur de l'éducation.

Au cours de la vie active, la formation professionnelle continue reste peu répandue en l'absence d'obligations légales. Très peu d'entreprises et de salariés utilisent les dispositifs d'incitations existants. La formation continue relevant du ministère de l'Éducation et du ministère du Travail concerne environ 700 000 personnes par an. En revanche l'éducation non-conventionnelle, qui s'adresse aux adultes de groupes sociaux défavorisés et de minorités ethniques, est très développée. Elle touche un nombre croissant de personnes (plus de 5 millions inscrits en 1996) grâce à la couverture du territoire en centres offrant des formations pour acquérir un niveau d'éducation de base, primaire ou secondaire, ou de nouvelles compétences.

Population avec un niveau d'étude supérieur (1990)



Taux de scolarisation (1950-1996) (en proportion de chaque groupe d'âge)



La période 1982-1990 fait état d'un taux élevé de scolarisation dans le primaire. Cette différence s'explique par le retrait, dans le décompte des autres périodes, des élèves en retard et d'un âge excédant les limites de la classe d'âge normalement concernée. Leur prise en compte statistique entre 1980 et 1990 surestimait la proportion d'enfants scolarisés dans le primaire.

Sources : NSO, 1990 - UNESCO, 1999

© IRD/MGM-Libergéo, 2005

69. L'organisation spatiale

La diversification du territoire national est le produit de l'histoire longue et d'une diffusion inégale des processus récents de croissance vigoureuse liés à son intégration au système-monde.

1. **Centre** (forte densité de population et d'activité). Primauté de Bangkok dès le XIX^e siècle; dynamiques de croissance vers Samut Prakan puis les espaces contigus des autres provinces à la fin des années 1970. De 1989 à 1996, croissance économique très forte des provinces occidentales, dans la moyenne ou stable pour celles déjà industrialisées (développement du tertiaire).

2. **Première auréole péricentrale.** Très fortes dynamiques d'urbanisation et d'industrialisation, déséquilibrées entre ouest et est. Croissance industrielle vigoureuse pour l'arc d'Ayutthaya-Saraburi (axes et carrefours majeurs) à l'espace côtier de l'Eastern Seaboard (ports en eau profonde, parcs industriels).

3. **Deuxième auréole péricentrale** (densité de population forte). En cours d'industrialisation et d'urbanisation. Agriculture de delta intensive et diversifiée: riz irrigué dominant, vergers, maraîchage et élevage (marché métropolitain), canne à sucre (agro-industrie). Croissances moyennes à dynamiques, selon le poids de l'industrie.

4. **Plaine centrale non-deltaïque** (densité de population moyenne à faible). Riziculture et cultures de versants aux croissances très variables; sur les marges, défrichées des années 1950 aux années 1980, productions commerciales (vergers, canne à sucre, maïs, soja, manioc). Ruralité rompue par le développement de l'industrie et des services dans les pôles et le corridor méridien de Phitsanulok au Centre ainsi que dans le Sud-Est (effet Eastern Seaboard) aux croissances plus dynamiques.

5. **Espaces montagneux** (densité de population faible à très faible). Forêts grignotées et cultures extensives; faible dynamique de croissance dans la majeure partie du Nord, sur la frontière birmane et quelques reliefs du Nord-Est et du Sud. Dans le Nord et l'Ouest, inégale modification des systèmes de cultures des ethnies minoritaires (pénétration de l'économie marchande et des programmes de remplacement de la culture du pavot). Zone frontalière d'insécurité (question birmane).

6. **Bassins du Nord** (peuplement ancien et dense). Cultures intensives et diversifiées (légumes, soja, tabac, vergers) alimentant l'agro-industrie. Artisanat rural ravivé et tertiaire développé dans les villes par l'essor touristique. Chiang Mai-Lamphun, pôle principal relié à Lampang par

un corridor; axe avec Chiang Rai à fort potentiel de développement (ouverture vers les pays voisins). Croissances faibles à très dynamiques (Lamphun pour l'industrie surtout).

7. **Deux zones du Nord-Est d'ampleur inégale** (peuplement ancien et dense). Dominante rizicole dans une agriculture diversifiée aux faibles dynamiques de croissance. Population et cultures déployées à partir du cœur de la zone du Sud dès le milieu du XX^e siècle. Diversité des milieux physiques: maraîchage sur terres basses et productions de versants (manioc, canne à sucre, élevage) sur terrasses pour demande urbaine et agro-industrie.

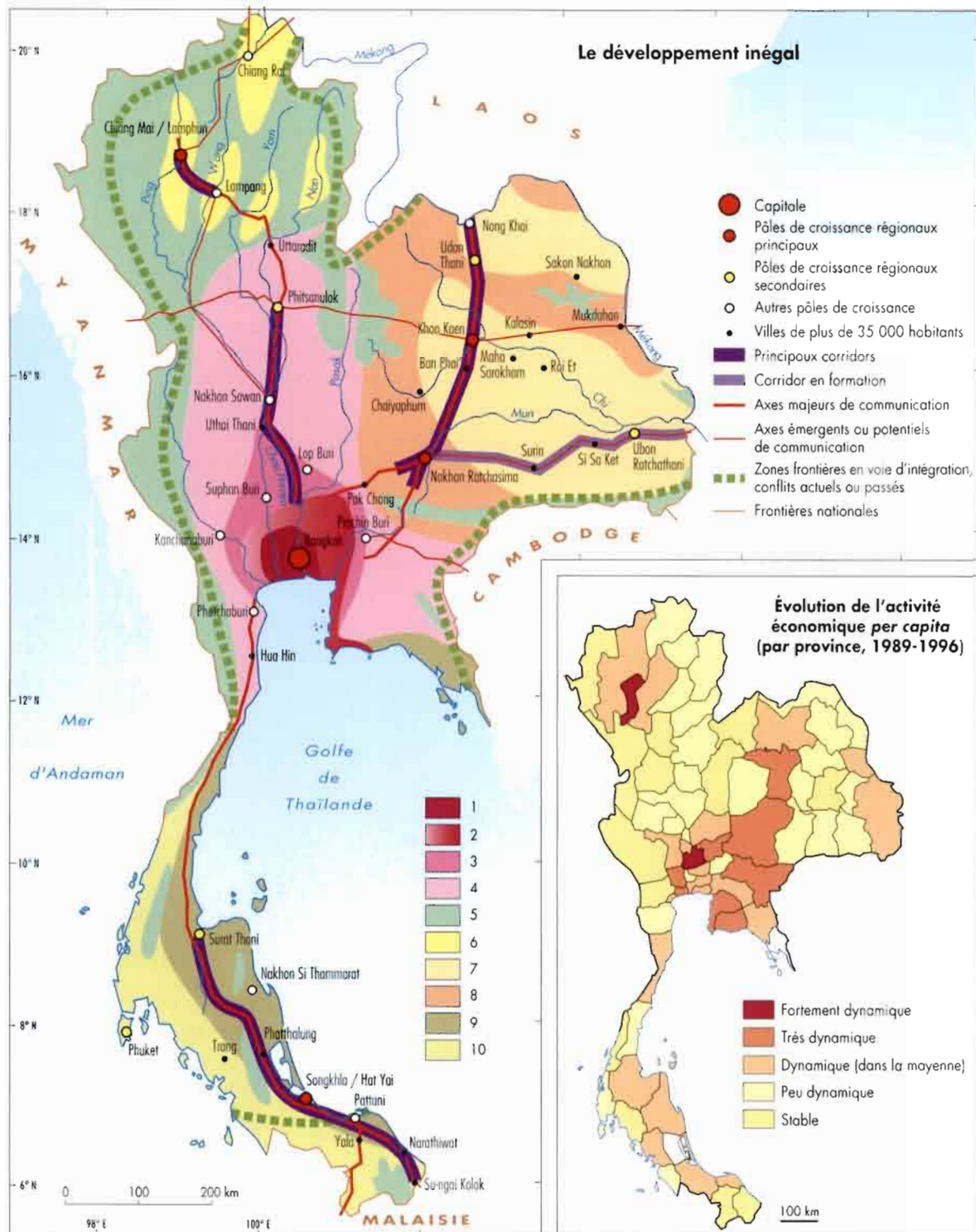
8. **Terres hautes des marges de la Plaine Centrale et du Nord-Est** (densité de population moyenne à très faible). Cultures de versants dominantes dans une agriculture diversifiée aux dynamiques de croissance hétérogènes. Espaces de colonisation plus récente, aux dynamiques de diversification et d'intensification inégales (productions intégrées dans le secteur industriel). Croissance agricole plus forte dans la partie septentrionale.

Croissance économique plus dynamique du corridor méridien ouvert sur le Laos et développé sous la poussée du Centre et de l'Eastern Seaboard, confortant la position des deux pôles principaux. Autre corridor en formation au sud (petites villes et pôle secondaire d'Ubon Ratchathani) et axe transversal plus au nord à bon potentiel de développement (échanges avec les pays voisins).

9. **Façade orientale de la péninsule** (peuplement ancien et dense). Arboriculture dominante (vergers et hévéa alimentant les unités industrielles) et crevetteculture fortement développée, caractérisées par de très fortes dynamiques de croissance; riziculture limitée dans les plaines alluviales côtières. Corridor déconnecté du Centre mais ouvert sur la Malaysia avec pôles urbains d'importance inégale. Dynamiques de croissance dans la moyenne (plus industrielle à Songkhla-Hat Yai; tourisme à Surat Thani).

10. **Façade occidentale de la péninsule** (densité de population faible). Arboriculture prédominante (peu de rizières, plantations paysannes d'hévéas et de palmiers à huile) à fortes dynamiques de croissance; crevetteculture en développement. Colonisation récente et active. Réseau urbain très modeste; activités industrielles et revenus du tourisme concentrés à Phuket. Croissances variables.

Entre les deux côtes, fort contraste doublé d'une différenciation entre nord et sud (retard d'intégration, conflits sporadiques liés à l'identité culturelle des espaces frontaliers).



© IRD/MGM-Libergéo, 2005

70. Le modèle spatial

La construction d'un modèle graphique vise à offrir une synthèse suggestive des dynamiques de structuration de l'espace national contemporain. Le choix du demi-cercle comme figure de base de la représentation souligne deux hypothèses concernant le rôle joué par les dynamiques centre-périphérie et par la fermeture occidentale de l'espace national, surtout ouvert sur le monde indochinois et la mer de Chine méridionale.

Deux modèles élémentaires (chorèmes) se combinent comme composantes principales de la structuration du territoire : une organisation auréolaire à partir d'un centre puissant et une partition en quartiers « régionaux ». Trois autres modèles nuancent ou diversifient ce canevas d'ensemble : l'organisation gravitationnelle des réseaux urbains, les effets de dissymétrie et de corridor ; en complément, le jeu des fermetures et des synapses.

L'organisation en auréoles et selon le modèle centre-périphérie correspond à la combinaison de deux formes de signification et de temporalité distinctes. La première, héritée du temps long de l'histoire, témoigne des rapports de pouvoir et de l'organisation du royaume siamois au XIX^e siècle (un domaine central d'administration directe et deux auréoles concentriques où s'exprimait une autonomie croissante des unités administratives). La seconde, fonctionnelle et contemporaine, est une expression classique du modèle centre-périphérie d'organisation politico-économique de l'espace, dans un contexte de développement de l'État national, de l'urbanisation et de l'industrialisation (avec les accentuations spécifiques qu'introduit le poids de l'ouverture extérieure ou le jeu de la primatie urbaine) à partir de la seconde moitié du XX^e siècle. Autour d'un espace central largement dominé par l'aire métropolisée de Bangkok et sa périphérie proche, le reste du territoire forme une vaste auréole périphérique qui réunit les autres régions thaïlandaises ; certaines marges territoriales (effet de frontière, présence de minorités ethniques et culturelles, insécurité conjoncturelle) forment une seconde auréole d'extension limitée et discontinue.

La partition du territoire en quartiers « régionaux » relève d'abord des contingences de l'espace physique (physiomorphèmes caractérisés) : bassin-versant de la Chao Phraya (vallées et périphérie montagneuse) ; plateaux et vallées du Nord-Est tournés vers le Mékong ; espace péninsulaire méridional et ses deux façades littorales ;

golfe de la Thaïlande (économie spécifique, ouverture maritime internationale). La dimension socioculturelle et économique est aussi présente : berceau du pouvoir siamois et lieu d'une migration historique de sa capitale vers l'aval, pour la grande vallée du Nord ; ouverture du Nord-Est sur le Laos voisin et proche ; influences malaises et musulmanes pour la péninsule ; golfe de la Thaïlande, comme « *mare nostrum* »

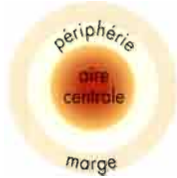
Le réseau urbain s'organise selon le modèle de gravitation. Les villes les plus importantes se répartissent selon deux orbites principales. La plus éloignée de Bangkok correspond aux capitales régionales : Chiang Mai (et Lampang), Khon Kaen, Songkhla-Hat Yai ; la seconde, plus proche de Bangkok, réunit des villes au fort dynamisme, en position de relais intermédiaires ; Nakhon Sawan, Nakhon Ratchasima, Surat Thani et Nakhon Si Thammarat. D'autres centres constituent des dispositifs orbitaux régionaux : villes du Nord-Est, en situation plutôt périphérique autour de Khon Kaen ; villes du Sud de la péninsule, autour de Surat Thani. Des contingences physiques (grande vallée, façade littorale) ou l'effet corridor suscitent des dispositifs linéaires axiaux.

La dissymétrie de l'espace central thaïlandais, de part et d'autre de l'axe fluvial de la Chao Phraya, tient aux effets autocorrélés de plusieurs dynamiques : espace étroit à dominante rurale et fermeture frontalière birmane pour l'Ouest ; dominante urbaine et métropolitaine, effet Eastern Seaboard (industriel et portuaire), ouverture vers le Nord-Est et la péninsule Indochinoise, pour l'Est.

Largement ancrés dans l'aire centrale pour les plus importants, des dispositifs en corridor, d'ampleur et de complexité inégales, émergent sous l'effet structurant des grands axes radiaux de communication combinés au rôle des chapelets de villes hiérarchisées qu'ils stimulent ou des activités qu'ils suscitent. Il en est ainsi de la basse vallée de la Chao Phraya, en amont du delta, de l'axe Chiang Mai-Lampang, de l'axe Bangkok-Vientiane et, dans le Nord-Est, du corridor en voie de formation vers le Sud du Laos et le Cambodge ; s'individualisent aussi les façades littorales de l'Eastern Seaboard et du Sud-Est de la péninsule. Des synapses (cols et passes des axes montagneux, ponts sur le Mékong), inégalement réparties le long de l'enveloppe frontalière, concentrent les communications internationales avec les pays limitrophes.

Modèles élémentaires (chorèmes)

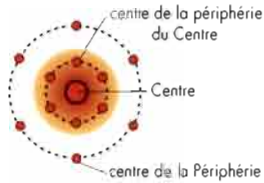
Modèle centre-périphérie en auréoles concentriques



Quadrupartition



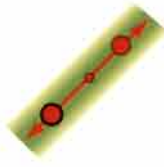
Modèle de gravitation urbaine



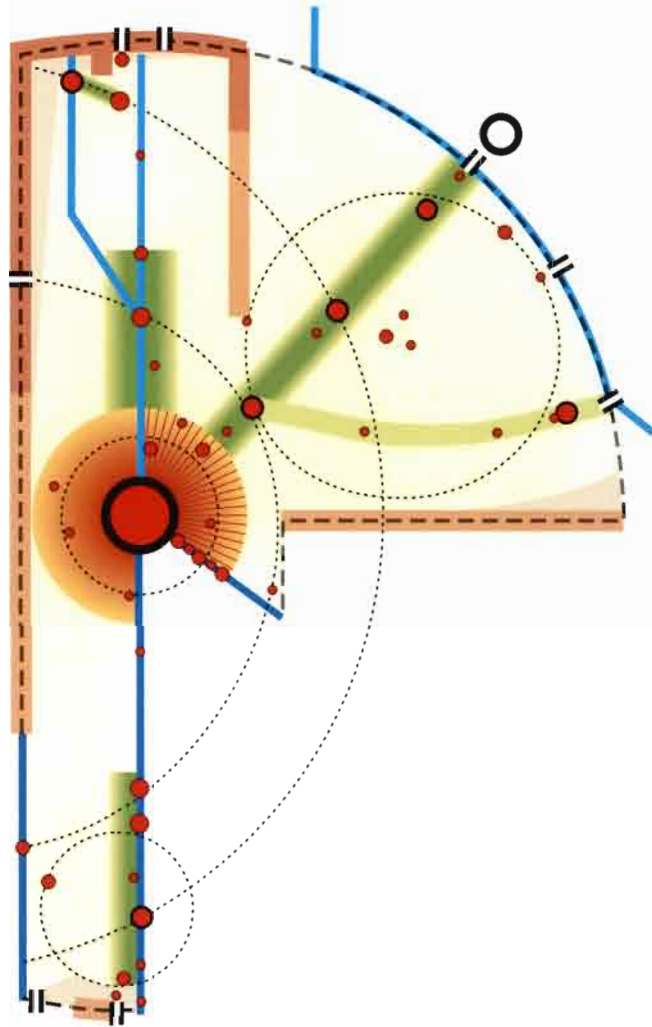
Modèle dissymétrique d'occupation du sol et d'organisation spatiale de l'aire centrale



Effet de corridor



Modèle spatial spécifique du territoire national



- | Réseau urbain | Éléments physiques et géopolitiques | Dynamiques territoriales |
|-----------------------------------|-------------------------------------|---|
| Capitale d'État | Axe montagneux | Aire centrale |
| Métropole régionale, grande ville | Littoral | Zone de fort développement économique et urbain |
| Ville moyenne | Cours d'eau important | Corridor principal |
| Petite ville | Frontière internationale | Corridor émergent |
| Autre ville | Synapse | Marge |
| Orbite de gravitation | | |

© IRD/MGM-Libergéo, 2005

Collection Dynamiques du territoire



ATLAS DE THAÏLANDE

Structures spatiales et développement

sous la direction de
Doryane Kermel-Torrès



CNRS-Libergéo - La Documentation Française - IRD



Collection « Dynamiques du territoire » dirigée par Thérèse Saint-Julien



Atlas de Thaïlande

Structures spatiales et développement

sous la direction de
Doryane Kermel-Torrès

CNRS-GDR Libergéo et La Documentation française, IRD



Atlas de Thaïlande. Structures spatiales et développement. Paris :CNRS, GDR Libergéo-La Documentation française, IRD, 2006, 208 pages, 210 cartes, et graphiques.

Collection « Dynamiques du territoire » n° 23, dirigée par **Thérèse Saint-Julien** (Université Paris I, GDR Libergéo)

ISBN : Documentation française 2-11-6095-6 ; IRD 2-7099-1593-6

ISSN 0999-0089

DF 5 8431-2

Directeur

Doryane KERMEL-TORRÈS, géographe, Institut de recherche pour le développement (IRD), unité de recherche Intervention publique, espaces, sociétés et UMR ADES ; Bordeaux

Auteurs

Jean BAFFIE, sociologue, CNRS et Université de Provence, Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est ; Marseille

Suchanya BOONVANNO, géographe, Prince of Songkhla University, Faculty of Natural resources ; Hat Yai

Michel BRUNEAU, géographe, CNRS et Université Bordeaux 3, unité de recherche Migrations, territoires, identités (MITI) ; Bordeaux

Eric CHARMES, urbaniste, Institut français d'urbanisme, Marne-la-Vallée

Jean-Paul DELER, géographe, CNRS, UMR ADES ; Bordeaux

Steve DÉRY, géographe, Université Laval, département de géographie, Québec

Manuelle FRANCK, géographe, Institut national des langues et des civilisations orientales (INALCO) ; Paris

Jean-Paul HUBERT, géographe, Université de Namur, groupe de recherche sur le transport, département de mathématiques ; Namur

Antoine LAUGINIE, géographe, PhD, Université Paris 7 ; Paris

Charat MONGKOLSAWAT, spécialiste de télédétection, Khon Kaen University, Centre of geoinformatics for the development of North-East ; Khon Kaen

Philippe SCHAR, géographe, CNRS, UMR ADES ; Bordeaux

Collaborateurs

Charles-Antoine ARNAUD, statisticien, CNRS, UMR ADES ; Bordeaux

Marie-José CLAVERIE, préparation de textes, UMR ADES ; Bordeaux

Catherine VALTON, cartographe, IRD, Bondy

Alain VERGNES, photographe, CNRS, UMR ADES ; Bordeaux

Première édition parue en 2004 sous le titre *Atlas of Thailand. Spatial structures and development*

© IRD (ISBN 2-7099-1541-3), Paris et Silkworm Books (ISBN 974-9575-43-1), Chiang Mai

Maquette et mise en pages : **Régine Vanduick** (CNRS, UMR ESPACE-GDR Libergéo)

Relecture : **Marie-Madeleine Usselmann** (CNRS, UMR ESPACE-GDR Libergéo)

UMR ESPACE-GDR Libergéo, Maison de la Géographie, 17 rue Abbé de l'Épée, 34 090 Montpellier, tél. 04 67 14 58 32, fax 04 67 72 64 04.

La Documentation française, 29-31 quai Voltaire, 75344 Paris cedex 07, tél. 01 40 15 70 00.

Institut de recherche pour le développement, 213 rue Lafayette, 75480 Paris cedex 10, tél. 01 48 03 77 77

© CNRS-GDR Libergéo et La Documentation française, IRD